

Une initiative de recherche-action sur les conditions de réussite des transitions agro-écologiques des agricultures familiales

En France, l'agro-écologie a été, tout au long de l'Année Internationale des Agricultures familiales, au cœur de nombreux événements. Le rapport remis à l'issue de l'AIAF aux Ministres Brigitte Girardin et Stéphane Le Foll propose la "conception et mise en œuvre d'un programme multi-acteur sur la ou les transitions agro-écologiques" pour donner suite aux engagements pris. Depuis, les pouvoirs publics français ont pris plusieurs initiatives : impulsion par le MAAF du symposium FAO 2014 à Rome sur l'agro-écologie et mise en place en France de la politique "agro-écologique" ; inscription des transitions agro-écologiques comme un des piliers de l'action AFD en matière de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel et soutien volontaire de l'AFD et du FFEM à un foisonnement d'initiatives ; lancement par le MAAF de l'initiative 4/1000 durant la COP21. La recherche nationale et internationale s'est également engagée sur ce sujet comme en témoigne le séminaire organisé à Montpellier en 2015. Partisans de la transition agro-écologique et du soutien aux agricultures familiales, la société civile française a pour sa part consolidé ses actions, déjà anciennes, en partenariat avec des organisations paysannes dans le monde¹. En cohérence avec ses partenaires internationaux, elle s'est également prononcée sur ces initiatives prises en France par le MAEDI, le MAAF ou l'AFD, mais aussi par les institutions internationales : soulignant les avancées positives et le potentiel de plusieurs de ces initiatives, tout comme leurs limites ou potentiels risques (par exemple, sur le "4/1000") ou en en dénonçant d'autres comme la GACSA, aptes à noyer l'agro-écologie au milieu de fausses solutions au détriment d'un développement inclusif et équitable et des populations vulnérables de la planète. Beaucoup d'acteurs sont donc engagés dans le débat, devenu central de la transition agro-écologique, perçue comme enjeu majeur pour relever les défis du XXIème siècle : ODD, sécurité alimentaire, environnement, climat, emploi, migrations, résilience et adaptation des populations rurales vulnérables au changement climatique dans de nombreuses régions du monde, en particulier dans les PMA. Nul doute également que ce débat s'amplifiera dans les négociations internationales (COP Climat et Désertification, etc.)

AGRISUD, AVSF, CARI et GRET sont 4 ONG françaises pour lesquelles l'agro-écologie représente une part importante de leur action professionnelle en matière de développement durable. Elles soutiennent les agricultures familiales-paysannes et défendent et pratiquent, dans différents contextes, l'agro-écologie (dans ses composantes techniques - pratiques agronomiques -, mais aussi socio-économiques - organisation des filières et services en amont et aval) pour le développement des territoires au service des populations rurales et pour relever les défis ci-dessus mentionnés. Avec leurs partenaires dans le monde, elles disposent d'une expérience pratique et affirmée sur divers terrains à l'international ; elles ont publié sur le sujet et sont souvent sollicitées et impliquées dans le débat public national et international sur la transition agro-écologique.

AGRISUD, AVSF, CARI et GRET ont donc décidé de constituer un groupe de travail structuré sur la "transition agro-écologique" pour mener avec la recherche et sur la base de leurs propres expériences en coopération, des travaux de validation des conditions de la réussite de transitions agro-écologiques d'agricultures familiales-paysannes et de mesure-évaluation des effets et impact de l'agro-écologie (performances techniques et économiques, effets sociaux et économiques, effets agri-environnementaux et sur le climat), pour contribuer, in fine, au **changement d'échelle souhaité**. De ces expériences analysées et leurs enseignements, le groupe se dote d'une voix singulière et d'une **capacité renforcée de dialogue politique** qu'il souhaite exercer pour renforcer le plaidoyer collectif existant des OSI françaises sur l'agro-écologie au niveau national et international, en complémentarité aux positions et propositions déjà exprimés par les collectifs auxquels ces ONG appartiennent et contribuent, en particulier Coordination Sud (commissions C2A et CCD) et le Groupe de travail Désertification.

¹ A titre d'exemple : programme "Durabilité et résilience de l'agriculture familiale dans les Savanes – Nord Togo" cofinancé FFEM et Union Européenne, impliquant MAAF et mis en œuvre par AVSF; programme AVACLIM piloté par CARI, cofinancé FFEM "Agroécologie, une voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches", mis en œuvre dans dix pays (Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Ethiopie, Iran, Mali, Maroc, Sénégal, Tunisie) ; programmes de « professionnalisation de l'agriculture et de promotion de l'agroécologie, foresterie et agroforesterie » en Haïti et à Madagascar de, cofinancés par AFD et Région Aquitaine, mis en œuvre par Agrisud et EtcTerra ; réseau régional Alisea (Agro-ecological Learning alliance in South East Asia), coordonné par le Gret et financé par l'AFD, une nouvelle convention programme 2016-2018 AVSF cofinancée par l'AFD sur les transitions agro-écologiques dans les PMA, etc..

1^{er} objectif: consolider les évaluations croisées sur les performances des systèmes agro-écologiques, en partenariat avec la recherche

Nous partageons l'importance de nouer une collaboration structurée avec la recherche pour mieux comprendre les conditions de développement de l'agroécologie, ses limites et freins, et améliorer l'évaluation quantifiée, qualifiée et validée au niveau scientifique, des performances techniques des pratiques promues ou développées par des agricultures paysannes, des effets sociaux et économiques de l'agroécologie, enfin des effets agri-environnementaux et climatiques tant en matière d'atténuation que d'adaptation. Ensemble, nous proposons donc de :

1. **nouer des liens avec des structures d'enseignement-recherche diversifiées** couvrant les champs tant techniques que socio-économiques en France (CIRAD, INRA, IRD, AgroParisTech, Supagro, etc..) et dans les pays du Sud, et **veiller à ce que de nouvelles questions scientifiques** soient prises en compte répondant à nos préoccupations et celles de nos partenaires (organisations paysannes, structures publiques et privées d'appui) ;
2. **construire des méthodologies communes d'analyse et capitalisation des expériences** pour des conclusions généralisables ;
3. **approfondir notre compréhension des conditions et performances des transitions agroécologiques dans différents environnements** : agricultures de montagne, urbaines et péri-urbaines, oasiennes, zones sèches ou d'élevage prédominant, etc. ;
4. **analyser les conditions de développement de l'agroécologie liées aux politiques et soutiens publics, aux filières et leur réorganisation, aux services d'appui requis amont-aval, et aux moyens d'action sur le pouvoir d'achat des consommateurs**, qui permettent de valoriser la production agro-écologique et la rendre accessible tant pour des consommateurs urbains que ruraux ;
5. **mobiliser des moyens additionnels pour consolider les actions concrètes de recherche-action** mises en route par nos institutions au Sud et les dispositifs d'évaluation souhaités

Des propositions concrètes 2016/2017 :

- Organisation en 2016 en France d'un **séminaire interne (ONG & enseignants-chercheurs) sur l'agroécologie et l'initiative "4/1000"**
- Organisation au cours de l'année 2017 d'une **série de stages coordonnés d'analyse et mesures d'impact** (sur une ou deux thématiques à déterminer) avec un encadrement d'enseignants-chercheurs à mobiliser au cours de l'année 2016.
- Organisation au 3^{ème} trimestre 2016 (septembre 2016 – Burkina) d'un **atelier d'échange et formation de cadres techniques sur transitions agro-écologiques et les dispositifs d'appui et services requis**. Cet atelier permettra d'identifier les thématiques prioritaires des stages 2017.

2^{ème} objectif : consolider le dialogue politique des OSI françaises sur les transitions agro-écologiques à partir d'expériences et de données validées

Des espaces et des attentes existent tant des pouvoirs publics français (MAAF, MAEDI, AFD,...) que des organisations internationales (notamment UE, ONU : COP Climat, désertification, biodiversité, dynamique ODD) et du secteur privé (fondations, entreprises) pour un dialogue "technico-politique" accru sur les transitions agroécologiques avec des ONG ayant développé ou soutenant de manière pragmatique, des expériences et de la recherche/action dans le domaine.

En complémentarité et coordination avec les collectifs existants dont nous sommes membres (Coordination Sud, Commissions "Agriculture et Alimentation" et "Climat Développement", Groupe Travail Désertification), nous proposons dès 2016 de :

- **renforcer cette voix collective des OSI françaises dans le dialogue politique organisée en France** (GISA, Cadres stratégiques AFD, dialogue avec le MAAF sur l'initiative 4/1000, etc.) **et dans les espaces multilatéraux** (CSA, COP22 Marrakech, etc.).
- **partager les éléments dont nous disposerons par nos travaux dans tous les espaces ad-hoc avec le secteur public et privé, pour lesquels notre groupe sera sollicité**, et pour contribuer à des choix techniques et politiques en matière de promotion de l'agro-écologie et agricoles en général, qui contribuent à un développement inclusif et équitable des territoires ruraux, au bénéfice des agricultures familiales, mais aussi des Etats et de l'intérêt général.